

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	47	28

N° de la séance : 37

Objet de la délibération : Direction Réseau
Environnement - Modification des statuts du
SYMITAM- Approbation

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.092

Date de la convocation :

Le 21/06/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 4 JUIL. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUIL. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 juin 2016

L'an deux mil seize et le 27 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Anne-Marie BOUSQUET à Jacques GENTE, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Serge AMAR, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Créé en mai 2005, le SYMITAM a pour objet la coordination multimodale des transports en commun dans les Alpes-Maritimes. Cette coordination repose sur la mise en place de systèmes d'information, de tarification et de billettique multimodale.

Par délibération en date du 11 avril 2012, le Comité Syndical a approuvé les modifications au projet de statuts du SYMITAM qui portaient principalement sur les objets suivants :

- la composition des membres du SYMITAM
- la modification de la durée du mandat du Président
- les dispositions financières

Par courrier du SYMITAM en date du 20 mai dernier réceptionné par la C.A.S.A le 25 mai, le Syndicat nous a informés qu'à la suite du déménagement de leur siège social, il convenait d'approuver la modification des statuts en découlant.

Désormais le SYMITAM est localisé au 455, promenade des Anglais, Immeuble Le Plaza, 06200 NICE.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver la modification apportée aux statuts du SYMITAM, joints en annexe à la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE la modification apportée aux statuts du SYMITAM, joints en annexe à la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

SYMITAM



SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT DES ALPES-MARITIMES

**SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT DES
ALPES-MARITIMES**

- SYMITAM –

STATUTS

Avril 2016

Contenu

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - COMPOSITION	3
ARTICLE 3 - DÉNOMINATION	4
ARTICLE 4 - DUREE - SIEGE.....	4
ARTICLE 5 - COMPETENCE TERRITORIALE	4
ARTICLE 6 – ADMINISTRATION	4
6.1 COMPOSITION DU COMITÉ SYNDICAL.....	4
6.2 FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL.....	5
6.3 PRESIDENT ET VICE -PRESIDENTS	5
6.4 BUREAU	5
6.5 RÉGLEMENT INTÉRIEUR.....	6
ARTICLE 7- DISPOSITIONS FINANCIERES.....	6
7.1 RESSOURCES DU SYNDICAT.....	6
7.2 DEPENSES DU SYNDICAT	6
7.3 CONTRIBUTIONS DES COLLECTIVITES ET EPCI MEMBRES.....	6
ARTICLE 8 – COMPTABILITÉ.....	7
ARTICLE 9 - MODIFICATIONS STATUTAIRES	7
ARTICLE 10 – DISSOLUTION.....	7
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7

PREAMBULE

Considérant les nouvelles dispositions de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Considérant le besoin de coordination existant entre les différents modes de transport collectif ferroviaires et routiers, qu'ils soient urbains ou interurbains ;

Considérant les articles L 5721-1 à L 5721-9 et les articles L 5722-1 à L5722-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il est formé entre les membres désignés à l'article 2 ci-après, un syndicat mixte dont les statuts sont les suivants :

ARTICLE I - OBJET

Le Syndicat a pour objet la coordination multimodale des déplacements par transport public dans les Alpes-Maritimes.

Ses compétences obligatoires concernent :

- la coordination des services de transport organisés par ses membres,
- la mise en place et la gestion du système d'information multimodale concernant les services de transport public desservant les Alpes-Maritimes,
- la mise en place et la gestion du système de tarification et de billettique multimodale.

En outre, le Syndicat pourra, en lieu et place des Autorités Organisatrices associées au sein du Syndicat qui l'auront décidé, assurer selon des modalités qui seront définies d'un commun accord :

- d'une part, l'organisation de services publics réguliers, y compris de navettes maritimes, ou de services à la demande,
- d'autre part, la réalisation et la gestion d'équipements et d'infrastructures de transport.

ARTICLE 2 - COMPOSITION

Les membres du Syndicat sont les Autorités Organisatrices de Transport suivantes :

- le Département des Alpes-Maritimes,
- la Métropole Nice Côte d'Azur,
- la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis,
- la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française,
- la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (CAPL),
- la Communauté d'Agglomération du Pays De Grasse (CAPG).

Pourront adhérer au Syndicat les nouvelles Autorités Organisatrices de Transport qui se constitueraient dans les Alpes-Maritimes. Le Comité syndical, saisi d'une demande d'adhésion, accepte la candidature d'une nouvelle Autorité Organisatrice à la majorité des 3/4 des voix exprimées.

Dans le cas où un des membres perdrait la qualité d'Autorité Organisatrice de Transport, pour quelle que cause que ce soit, il cesserait automatiquement d'être membre du Syndicat Mixte.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

Le Syndicat Mixte est dénommé « Syndicat Mixte de Transport des Alpes-Maritimes » (SYMITAM).

Dans la suite des présents statuts, le Syndicat Mixte est désigné par le terme « le Syndicat ».

ARTICLE 4 - DUREE - SIEGE

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

Le siège social du Syndicat est situé 455, promenade des Anglais, Immeuble Le Plaza, 06200 Nice.

ARTICLE 5 - COMPETENCE TERRITORIALE

La compétence territoriale du Syndicat s'étend sur le département des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 6 – ADMINISTRATION

6.1 COMPOSITION DU COMITÉ SYNDICAL

Le Syndicat est administré par un Comité syndical composé de délégués désignés par les assemblées délibérantes de chacun des membres selon les modalités qui leur sont propres.

Les Autorités Organisatrices de Transport membres désignent pour chacun des sièges dont elles disposent, des délégués titulaires et délégués suppléants.

Le Comité comprend 16 sièges, soit 16 délégués répartis comme suit :

	titulaires	suppléants
Département des Alpes-Maritimes	5	5
Métropole NCA	5	5
CASA	2	2
CAPL	2	2
CARF	1	1
CAPG	1	1

6.2 FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL

Le Comité syndical délibère à la majorité simple des voix exprimées, à l'exception du vote du budget pour lequel les délibérations sont prises à la majorité des 3/4 des voix exprimées et de l'instauration du Versement Transport Additionnel pour laquelle les délibérations sont prises à l'unanimité des voix exprimées. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Le délégué suppléant est appelé à siéger au Comité syndical avec voix délibérative, en cas d'empêchement du délégué titulaire.

Tout délégué titulaire, en cas d'absence de son délégué suppléant, peut donner à un autre délégué titulaire de son choix un pouvoir écrit pour voter en son nom. Un même délégué ne peut être porteur que d'un pouvoir.

Le Comité syndical se réunit en session ordinaire au moins une fois par semestre, sur convocation du Président, adressée à chacun de ses membres avec un préavis minimal de 5 jours francs.

En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à 3 jours francs. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Comité syndical qui se prononce sur l'urgence.

Le quorum est fixé à la moitié plus un des membres. En l'absence de quorum, une nouvelle réunion est convoquée par le Président à au moins trois jours d'intervalle. Aucun quorum n'est alors exigé.

Le Comité syndical se réunit en session extraordinaire à la demande du Président ou du tiers au moins de ses membres, sur convocation du Président.

Il peut s'adjoindre, en tant que de besoin, toute personne compétente pour participer avec voix consultative à ses travaux.

6.3 PRESIDENT ET VICE -PRESIDENTS

Le Comité syndical élit en son sein, au scrutin uninominal majoritaire à 2 tours, un Président pour un mandat de 6 ans renouvelable. Le mandat prend fin au renouvellement général des assemblées délibérantes qui le composent.

Le Président convoque le Comité syndical.

Il reçoit délégation du Comité syndical pour assumer les tâches exécutives dans les conditions fixées par délibération de ce dernier.

Le Président est assisté de 7 vice-présidents élus selon les mêmes modalités. Chaque membre du Syndicat dispose d'au moins un vice-président.

6.4 BUREAU

Le Bureau est composé du Président, des vice-présidents et éventuellement d'un ou plusieurs délégués.

Le Bureau exerce les attributions que pourra lui déléguer le Comité syndical à l'exception des attributions en matière budgétaire, financière et tarifaire qui relèvent des décisions du Comité syndical.

Le Bureau rend compte de ses décisions à chaque séance du Comité syndical.

6.5 RÉGLEMENT INTÉRIEUR

Le Comité syndical établit un règlement intérieur précisant les modalités de son fonctionnement.

ARTICLE 7- DISPOSITIONS FINANCIERES

7.1 RESSOURCES DU SYNDICAT

Les ressources du Syndicat comprennent, sans nécessairement s'y limiter :

- les contributions des collectivités membres,
- des subventions publiques,
- des contributions ou fonds de concours qui lui seraient apportés par les collectivités locales, établissements publics et sociétés nationales, ainsi que par toutes les personnes publiques ou privées intéressées,
- le produit des emprunts que le Syndicat sera autorisé à contracter,
- le produit de la vente de ses biens, meubles et immeubles,
- les revenus nets de ses biens, meubles et immeubles,
- éventuellement le Versement Transport Additionnel que le Syndicat peut instituer en application du Code Général des Collectivités Territoriales,
- éventuellement le produit des redevances de mise à disposition d'informations publiques.

7.2 DEPENSES DU SYNDICAT

La comptabilité du Syndicat distingue les dépenses au titre des compétences obligatoires de celles engagées au titre des autres missions.

Les dépenses comprennent les frais de fonctionnement de la structure ainsi que l'ensemble des dépenses engagées au titre des compétences obligatoires et des autres missions.

Les dépenses liées à l'exercice des autres missions font l'objet d'une identification individualisée.

7.3 CONTRIBUTIONS DES COLLECTIVITES ET EPCI MEMBRES

Les clés de répartition des contributions versées par les membres au titre de l'exercice des compétences obligatoires et de la couverture des frais de fonctionnement sont fixées statutairement comme suit :

- 1/3 pour le département,
- 2/3 pour les Autorités Organisatrices de Transport Urbain.

La répartition entre les Autorités Organisatrices de Transport Urbain est la suivante :

Métropole NCA	52%
CASA	21%
CARF	4%
CAPL	13%
CAPG	10%

Les clés de répartition financière pour les Autorités Organisatrices de Transport Urbain sont calculées par rapport aux 2 critères suivants pondérés de manière équivalente, la population – dernières données de population légale connues (recensement INSEE, population sans double-compte) et l'assiette du versement transport de l'année N-2. Elles sont réactualisées tous les ans sauf décision du Comité syndical.

Ces contributions constituent des dépenses obligatoires pour l'ensemble des membres.

Les financements au titre des dépenses liées à l'exercice des compétences autres qu'obligatoires font l'objet d'une identification individualisée avec signature de conventions spécifiques entre le Syndicat et ses membres.

ARTICLE 8 – COMPTABILITÉ

La gestion comptable du Syndicat est assurée par la paierie départementale.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS STATUTAIRES

Toute décision de modification statutaire doit être prise à la majorité des 3/4 des délégués présents du Comité syndical, sous réserve des dispositions prévues à l'article 6.2, 1er alinéa des présents statuts.

ARTICLE 10 – DISSOLUTION

En cas de dissolution, les actifs et reliquats financiers sont partagés au prorata des apports.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour toutes les dispositions concernant le fonctionnement du Syndicat qui ne seraient pas définies dans les présents statuts, le Syndicat est soumis aux dispositions des articles L 5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/06/2016
Numéro : CC.2016.092
Nature : DE - Deliberations
Objet : Modification des statuts du SYMITAM- Approbation
Matière : 8.7 - Transports

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111246940
Référence envoi : IDF2016-07-04T16-39-40.00
Envoyé le : 04/07/2016
à (TU) : 14h39:59

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160627-AOI_6186-DE

Acte reçu

Date : 27/06/2016
Numéro interne : AOI_6186
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Modification des statuts du SYMITAM- Approbation
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160627-AOI_6186-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160627-AOI_6186-DE-1-1_2.pdf